

Les sports rattachés à l'Education nationale, Roxana Maracineanu maintenue au gouvernement

Paris, 6 juil. 2020 (AFP) -

Roxana Maracineanu est parvenue à se maintenir au gouvernement, mais à la tête d'un ministère délégué aux Sports et rattaché à l'Education nationale, une évolution souhaitée par certains, une "relégation" pour d'autres, qui posera en tout cas la question de ses moyens.

Plusieurs noms avaient circulé pour remplacer l'ancienne championne du monde de natation et son équipe jurait n'avoir aucune garantie jusqu'aux dernières heures précédant l'annonce de l'équipe de Jean Castex.

Finalement, Roxana Maracineanu reste au gouvernement, mais doit accepter un ministère délégué, placé sous le périmètre d'un grand portefeuille de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, confié à Jean-Michel Blanquer.

"On a les Jeux olympiques et paralympiques de Paris-2024, mais on perd un ministère de plein exercice. C'est le début du démantèlement du ministère des Sports", a déploré auprès de l'AFP, l'ancienne ministre des Sports Marie-George Buffet (1997-2002).

Une "relégation", a tweeté le député Génération.s Régis Juanico. Pour lui, l'idée "peut paraître séduisante sur le papier" mais "sous tutelle d'un mastodonte, le risque est celui de la dilution".

Au contraire, le patron du comité olympique français (CNOSF) Denis Masseglia, voit son vœu exaucé, lui qui plaidait il y a une semaine encore ce rapprochement pour construire d'"indispensables synergies". "Un ministère de plein exercice, ça ne sert à rien (si le budget est faible). Ça flatte l'ego du ministre, c'est tout", disait-il.

- suite logique -

Dans sa première réaction sur Twitter, la nouvelle ministre déléguée s'est dite "heureuse d'affirmer la mission éducative et émancipatrice du sport" avec Jean-Michel Blanquer. "Elle a toujours dit qu'elle voulait renforcer la présence du sport tout au long de la vie, ça commence à l'école", a indiqué son entourage à l'AFP.

Ce scénario, déjà vécu sous la Ve République quand Roger Bambuck était secrétaire d'Etat aux Sports du ministre de l'Education nationale Lionel Jospin (1988-1991), était en tout cas annoncé, les missions "jeunesse et sports" dans les territoires devant être transférées dans le giron des rectorats.

Cette évolution s'inscrit aussi dans la suite logique de la création de l'Agence nationale du sport, en 2019, la nouvelle instance créée pour mieux associer les acteurs du sport (collectivités territoriales, mouvement sportif, entreprises, Etat), notamment pour le pilotage du haut niveau, confié à Claude Onesta, tandis que les subventions aux clubs amateurs sont progressivement confiées aux fédérations.

Depuis deux ans, Roxana Maracineanu a accompagné les réformes, qui ont vu son ministère rétrécir dans ses attributions. Elle a dû aussi gérer la crise des conseillers techniques sportifs (CTS), ces 1.600 agents de l'Etat qui interviennent dans les fédérations, considérés comme les chevilles ouvrières du sport français mais menacés de suppression par Matignon. Vingt-deux mois plus tard, leur sort n'est pas officiellement réglé, même si un projet de réforme radicale semble abandonné.

- une loi -

Roxana Maracineanu a pu affirmer son autorité quand a surgi, au début de l'année, un scandale sans précédent de violences sexuelles dans le sport français. Elle a exigé et obtenu la démission de l'inamovible président de la Fédération française des sports de glace (FFSG), Didier Gailhaguet, mettant ainsi la pression sur les fédérations pour prendre le sujet au sérieux.

Durant la crise sanitaire, plusieurs acteurs du sport ont reconnu son action pour que la filière économique du sport bénéficie des mêmes aides que les autres secteurs. Mais l'arrêt des saisons 2019-2020, décrété par Edouard Philippe fin avril, a été jugé prématuré par une partie du foot pro, la France devenant le seul pays du "big 5" à ne pas terminer son championnat. Quelques jours plus tôt, Roxana Maracineanu avait lâché cette phrase prémonitrice : "le sport (...) n'est pas prioritaire aujourd'hui dans les décisions qui sont prises par le gouvernement".

Désormais, son principal défi sera de faire inscrire à l'agenda parlementaire, avant la fin du quinquennat, une loi



PAYS :France
SURFACE :109 %
PERIODICITE :Quotidien



► 6 juillet 2020 - Edition Fil Gen

"sport et société" promise de longue date mais toujours repoussée, pour permettre d'encourager les pratiques loisirs, de mettre plus de démocratie dans les fédérations et de renforcer l'éthique.

Sur ce chemin, il reste aussi les Jeux olympiques d'été de Tokyo-2020, dernière marche avant Paris-2024. Le nouveau manager de la haute performance Claude Onesta a prévenu que la France était sur une "courbe descendante". Un échec aurait sans doute un coût politique pour celle qui fut médaillée d'argent à Sydney, en 2000.

arb/pgal1

Afp le 06 juil. 20 à 21 56.